



**HAL**  
open science

# L'existence et le nom du Front populaire comme enjeux d'interprétation et d'appropriation (1936-1938)

François Godicheau

► **To cite this version:**

François Godicheau. L'existence et le nom du Front populaire comme enjeux d'interprétation et d'appropriation (1936-1938) . Mélanges de la Casa de Velázquez, 2011, La España del Frente Popular, 41-1. halshs-01552825

**HAL Id: halshs-01552825**

**<https://shs.hal.science/halshs-01552825>**

Submitted on 3 Jul 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**Mélanges  
de la Casa de Velázquez**  
Nouvelle série

**41-1 | 2011**  
**La España del Frente Popular**

---

## L'existence et le nom du Front populaire comme enjeux d'interprétation et d'appropriation (1936-1938)

*La existencia y el nombre del Frente Popular como elemento de interpretación y  
apropiación (1936-1938)*

*The Popular Front: interpretation and appropriation of an entity and a name  
(1936-1938)*

**François Godicheau**

---



### Édition électronique

URL : <http://mcv.revues.org/3815>  
ISSN : 2173-1306

### Éditeur

Casa de Velázquez

### Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2011  
Pagination : 17-35  
ISBN : 978-8496820678  
ISSN : 0076-230X

### Référence électronique

François Godicheau, « L'existence et le nom du Front populaire comme enjeux d'interprétation et d'appropriation (1936-1938) », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 41-1 | 2011, mis en ligne le 15 avril 2013, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://mcv.revues.org/3815>

---

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Casa de Velázquez

## L'existence et le nom du Front populaire comme enjeux d'interprétation et d'appropriation (1936-1938)

**François Godicheau**

*Université de Bordeaux*

Dans les débats autour du Front populaire, hier comme aujourd'hui, certaines questions sont récurrentes et ont même été sources de polémiques et d'affrontements : celle de son origine ou de sa paternité a donné lieu à des revendications concurrentes et pose quelquefois encore problème ; celle de son essence a été la plus épineuse par le passé et est parfois l'objet d'affirmations contradictoires ; enfin, celle de son existence « réelle » à tel ou tel moment de la chronologie de la deuxième moitié des années trente a elle aussi intéressé les militants et les chercheurs. Une bonne partie de la difficulté tient aux usages de l'expression. Non pas tant à la variété d'appropriations dont elle a pu faire l'objet par les différentes composantes politiques des Fronts populaires, en France, en Espagne, et ailleurs, que du fait de son utilisation par ceux qui revendiquaient le monopole de son interprétation légitime, en particulier — mais pas seulement — les partis communistes.

L'expression n'est en effet pas seulement le nom, en France et en Espagne, d'une coalition électorale dont la naissance est facile à dater. Elle ne renvoie pas seulement à un référent extérieur, à un contenu. Elle est aussi un slogan et un symbole, une formule performative enfin, au sens où l'affirmation répétée de l'existence du Front populaire était un *acte*, pourvu de conséquences sur l'adversaire politique ou le public en général. Si elle donnait lieu quelquefois à des explications sur son sens véritable, et même à une véritable pédagogie, à la rectification — « fraternelle » ou pas — d'erreurs ou « d'incompréhensions », ce n'était pas que son contenu politique fût tellement complexe : le caractère vague, indéterminé ou changeant de celui-ci et le fait que le Front populaire fût une sorte de label, étaient précisément ce qui en faisait un redoutable instrument de pouvoir contre les adversaires ou de contrôle interne sur les « camarades ».

Pendant la guerre civile espagnole, le Front populaire restait une formule à succès et la « marque déposée » d'une mobilisation électorale réussie,

signe d'identité d'un peuple travailleur et républicain au nom duquel militaient les partis de gauche avant le 18 juillet 1936. Son usage devint pourtant trivial dans un premier temps, et fut relégué par l'injonction redoutable à « l'unité ». Aussi longtemps que celle-ci fut une arme à elle seule efficace pour disqualifier ceux que l'on présentait comme ses ennemis — lors d'une première année de conflit où la construction sociale de la guerre fut le terrain d'affrontements majeurs au sein du camp républicain —, le Front populaire tomba en désuétude et fut même négligé par le PCE, au grand dam de Palmiro Togliatti. Celui-ci, à partir de l'été 1937 déterra l'expression comme on déterre une hache de guerre, à un moment où il percevait comme un danger réel le fait que l'unité puisse se réaliser contre les communistes. C'est lors de sa renaissance au printemps de 1938 que la formule démontra toute son utilité comme instrument de contrôle politique au bénéfice du gouvernement d'union nationale dit de « Front populaire ».

18

### Origines et natures d'une arme politique

Le premier emploi de l'expression « Front populaire » date vraisemblablement du meeting tenu à la salle Bullier à Paris le 9 octobre 1934, quelques mois après le pacte d'unité d'action signé entre la SFIO et le PCF. Maurice Thorez, principal dirigeant du PCF fait aux socialistes la proposition de constituer un « large Front populaire antifasciste », un « Front populaire pour la liberté, le travail et la paix ». Dans l'immédiat, il s'agit de constituer une plate-forme de revendications communes à présenter ensuite au Parti Radical. Celui-ci est identifié à ce moment là par les communistes aux classes moyennes, alors que peu de temps auparavant, il représentait pour eux « le grand capital ». L'union est réalisée ensuite lors d'une manifestation de célébration de la fête nationale, le 14 juillet 1935, où les 500 000 manifestants du tout nouveau Front populaire écrasent symboliquement les 50 000 d'une marche convoquée par l'extrême droite. Au matin de cet événement, Jacques Duclos, autre dirigeant du PCF, fait au stade Buffalo un discours d'un ton nouveau, où il est question de réconcilier le drapeau tricolore et le drapeau rouge, un discours d'union nationale. Au même moment, une discussion est entamée sur l'unité organique des deux partis PCF et SFIO.

Quelques jours après, le 25 juillet, s'ouvre à Moscou le VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, où le Bulgare Dimitrov prononce un discours qui formule la théorie des Fronts populaires et rompt symboliquement avec la ligne « classe contre classe » qui caractérisait la « troisième période » de l'Internationale. Dimitrov y commente la manifestation du 14 : « La démonstration antifasciste d'un demi million de manifestants qui s'est déroulée le 14 juillet de cette année à Paris, et les nombreuses manifestations dans les autres villes de France ont une portée énorme. Ce n'est plus

seulement le Front unique ouvrier, c'est le début d'un vaste front populaire contre le fascisme en France », front sur le contenu duquel il ne donne pas vraiment de précisions<sup>1</sup>.

Ce faisant, Dimitrov, comme les autres dirigeants de l'IC, recueillait pour les systématiser, les éléments d'un tournant entamé par le PCF quelque temps après les événements de février 1934, qui, un an après l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, avaient alerté sur un danger fasciste en France. L'initiative du PCF consistant à s'adresser à la direction du parti socialiste-SFIO pour lui proposer un pacte d'unité d'action fut couronnée de succès en juillet 1934 et inspira le parti communiste espagnol, lequel adressa à la direction du PSOE une lettre proposant « une grande action commune » sur des revendications démocratique, bien en retrait des objectifs habituels de « gouvernement ouvrier et paysan ».

Étant donné le rapport de forces encore plus défavorable qu'en France entre les deux partis et l'existence en Espagne d'une Alliance ouvrière tournant autour du PSOE, il fallut attendre les lendemains de la grève et de l'insurrection d'octobre 1934 pour que la gauche de ce parti s'intéresse à la proposition communiste. Parallèlement, des discussions entre dirigeants républicains espagnols sur le regroupement de leurs forces contre la droite évoluaient, sur l'insistance de Manuel Azaña, vers la reconstitution d'une coalition électorale républicano-socialiste. La formule finale d'une alliance allant des républicains aux communistes et incluant d'autres petits partis antérieurement membres de l'Alliance ouvrière, dut beaucoup à l'insistance de Largo Caballero, le chef de file de la gauche du PSOE, comme l'ont montré Elorza et Bizcarrondo<sup>2</sup>.

Une fois cette chronologie posée, il est bien difficile de répondre à la question de l'origine, car cela supposerait au préalable d'être au clair sur ce qu'était le Front populaire<sup>3</sup>. Celui-ci, comme la plupart des spécialistes s'accordent à le dire, n'était pas un phénomène unique ni univoque. Selon les coordonnateurs d'un récent ouvrage de synthèse, il aurait été à la fois alliance politique, courant idéologique (ailleurs « ligne politique » ou « orientation » des PC), mouvement social et expérience gouvernementale<sup>4</sup>. La datation de ces différentes facettes est nécessairement imprécise et laissée à l'appréciation des spécialistes, sans compter que, comme le souligne cet ouvrage, le Front

<sup>1</sup> BIZCARRONDO, ELORZA, 1999, p. 248.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> JULIÀ, 1979 a été le premier à relier la question de la revendication de paternité à celle de la nature de ce qui naquit en préparation des élections de février 1936 (« *Ante esta múltiple reivindicación, una pregunta se impone: ¿es, en efecto, un frente popular lo que nace el 15 de enero, lo que triunfa el 16 de febrero de 1936* »), question orientée vers une réponse négative et vers l'idée selon laquelle le Front Populaire ne « naît » ou ne se « réalise » véritablement que sous le gouvernement Negrín.

<sup>4</sup> Cf. VIGNA, VIGREUX, WOLIKOW (2006). La formulation « orientation des PC » est de WOLIKOW, 1981.

populaire a vécu et vit encore dans de nombreuses mémoires collectives, ce qui constitue une facette supplémentaire — le Front populaire comme référence historique — qui s'étend jusqu'à aujourd'hui.

Cet aspect des choses conduit Serge Wolikow à s'interroger de la sorte : « dans quelle mesure peut-on légitimement ou non utiliser le terme de Front populaire pour caractériser une période de l'histoire de la société française qui court sur plusieurs années ? N'est-ce pas prendre imprudemment une terminologie politique marquée pour un usage dont l'ambition serait de servir une caractérisation objective ? »<sup>5</sup>. Si l'existence d'un phénomène appelé Front populaire n'est bien évidemment pas une vue de l'esprit ou une invention des historiens, sa saisie ou « caractérisation » objective pose un problème majeur, comme c'est le cas pour les formules politiques en général.

La confusion entre l'apparition d'une expression, les usages intensifs qui la suivent, et un phénomène dont on cherche à déterminer l'essence ou à date l'existence, est une difficulté et représente un danger de naturalisation, de réification, ce que reconnaissent les historiens les plus chevronnés de la question comme Serge Wolikow ou, dans le cas espagnol, Santos Juliá. Celui-ci estime en effet que le Front populaire ne fut pas vraiment réalisé avant la guerre civile et qu'il naquit véritablement avec le gouvernement Negrín après mai 1937, gouvernement qualifié de « suprême expression » de ce processus de constitution du Front populaire. Il explique en outre que la raison de cette inexistence antérieure est la faiblesse en Espagne, des partis de gauche, relativement aux syndicats<sup>6</sup>.

Cette confusion et cette naturalisation doivent nous prémunir d'une obsession pour la recherche de l'origine qui pourrait conférer à une quête téléologique articulée à un objet dont chacun aurait une conception particulière de « l'essence » ou de la « nature véritable ». À cela s'ajoute la grande difficulté qu'il y aurait à s'entendre et à décrire la chose sans verser dans le nominalisme : déterminer le contenu politique de la « ligne » en question est risqué, comme on va le voir, car on a affaire à une union à géométrie très variable ; ensuite, ramener les mouvements de grève du printemps 1936 en France ou la mobilisation politique conduisant à la victoire de février en Espagne, à l'expression elle-même, ne va pas sans poser problème, nous allons le voir. Remarquons déjà que si confondre l'étiquette et le produit est pour nous un risque, pour les porte-parole politiques de l'époque, c'est simplement une opération politique courante : la réduction d'un phénomène à un nom, qui comporte une part d'appropriation et d'interprétation.

Pour sortir de cette difficulté, il faut donc envisager cette confusion entre l'expression et la chose, cette indétermination relative de son contenu politique, le réductionnisme contenu dans le fait de nommer ainsi des phénomènes

<sup>5</sup> WOLIKOW, 2006, p. 19.

<sup>6</sup> JULIÁ, 1989, p. 25.

sociaux, et à partir de là la capitalisation symbolique autour de la formule elle-même, non pas autant de pièges tendus à l'historien, mais comme le cœur du phénomène Front populaire lui-même. La force performative de l'expression, son succès et l'utilisation de celui-ci comme arme politique par ceux qui en revendiquèrent avec succès la paternité ou l'institution sont en effet fascinants et peuvent nous aider à comprendre l'étrange renaissance du Front populaire lors de la dernière année de la guerre d'Espagne.

Le nom de « Front populaire » ne s'est pas imposé immédiatement au moment des campagnes électorales, ni en France, ni en Espagne. En France, les socialistes utilisent pendant longtemps l'expression de « rassemblement populaire », récusant la première ; de même les radicaux<sup>7</sup>. En Espagne, outre l'existence d'une autre formule en Catalogne, le Front d'Esquerres (Front des Gauches), on trouve dans la prose communiste elle-même pendant longtemps aussi l'expression « bloc populaire » et dans les comités locaux de préparation des élections, on a divers organismes comme le « Comité de Liaison du Front Electoral de Gauche » dans la province de Jaén<sup>8</sup>. Manuel Azaña lui-même ne se mit à utiliser couramment l'expression qu'à partir du moment où il constata le succès de la mobilisation à laquelle elle s'associait<sup>9</sup>.

21

De même lors des deux campagnes électorales, en dépit de l'existence d'un programme commun, comme l'ont souligné Marta Bizcarrondo et Antonio Elorza :

*Lo que significaba el Frente Popular para cada uno de [los dirigentes políticos] encerraba grandes diferencias, desde el relanzamiento de la República propuesto por los republicanos al « bloque popular » para preparar de inmediato la revolución con que soñaban las Juventudes Socialistas<sup>10</sup>.*

Cette grande latitude laissée à l'interprétation venait d'une part du manque de définition préalable précise de la politique en question, identifiée à l'unité contre le fascisme, laquelle pouvait recouvrir bien des différences, et d'autre part, du fait que le changement de ligne politique, au sein des PC, par rapport à l'orientation du « front unique à la base », fut progressif et non dépourvu d'hésitations et d'incompréhensions par les uns et les autres<sup>11</sup>.

Le caractère extensible d'une part de l'alliance politique et vague, d'autre part, du programme de cette alliance antifasciste fut sévèrement critiqué en France et en Espagne par des courants révolutionnaires radicaux, au point qu'en France, la fédération socialiste de la Seine, autour de Marceau Pivert,

<sup>7</sup> WOLIKOW, 2006. Lors de la rupture de 1938, Daladier accuse le PCF d'avoir brisé « la solidarité qui l'unissait aux autres partis du Rassemblement populaire » (WOLIKOW, 1981, p. 193).

<sup>8</sup> COBO, 2003, p. 312.

<sup>9</sup> JULIÀ, 1979, pp. 150 *sqq.*

<sup>10</sup> BIZCARRONDO, ELORZA, 1999, p. 259. Voir aussi JULIÀ, 1979, p. 151.

<sup>11</sup> Cf. les divergences entre la ligne impulsée par Codovila et l'analyse de TOGLIATTI, 1980, pp. 244 *sqq.*

lui adjoignit un complément pour parler de « Front populaire de combat ». On comprend que l'élasticité politique du Front ait pu provoquer une certaine désorientation quand on lit l'article de *L'Humanité* du 27 juin 1936, intitulé « Les radicaux ont raison » :

Les radicaux ont raison, quand ils proclament que ce qu'ils ont voulu en prenant place dans les rangs du Front populaire, c'est faire cesser le chômage démoralisant, assurer aux ouvriers dans la sécurité qui garantit l'avenir un salaire suffisant pour mener une vie digne, calme et heureuse. Les radicaux ont raison, quand ils déclarent avoir voulu, en adhérant au Front populaire, réaliser une union nationale capable de faire face à la menace que fait peser sur nous l'ardeur guerrière des dirigeants d'un grand pays voisin [...] Les radicaux ont raison quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée [...] En résumé, les radicaux ont raison de rappeler que les réformes sur lesquelles se sont mis d'accord les partis du Front populaire ne sont, somme toute, en gros, que la reproduction du vieux programme du parti radical-socialiste<sup>12</sup>.

22

De la désorientation, on peut aller jusqu'au vertige quand on examine la politique développée au même moment par Togliatti, un des pères de la ligne de Front populaire, en Italie. A ceux des dirigeants du PCI qui, comme Luigi Longo, cherchaient à réaliser l'unité ou à se rapprocher des socialistes exilés, Manuilsky et Togliatti répondaient par la ligne de la fraternisation avec « les bases fascistes », le Front unique avec le fascisme, au moment même où le Front populaire devenait un mouvement en France et en Espagne. Le slogan était « Pour sauver le pays, réconciliation du peuple italien ! »<sup>13</sup>.

À défaut de pouvoir isoler un contenu programmatique, on peut tenter de déterminer la logique commune à l'émergence d'une politique dans ces différentes situations : dans les trois cas nationaux qui nous occupent, les partis communistes étaient, au tout début de 1933, dans une situation difficile caractérisée par un relatif isolement politique et une certaine marginalité. Cette situation les poussait à reconsidérer l'orientation commandée par Moscou, ce qui donnait lieu à des crises internes. Le PCF était au plus bas en nombre d'adhérents, « complètement isolé et attaqué de tous côtés, y compris de l'intérieur, mais aussi plutôt mal vu à Moscou »<sup>14</sup>. Le PCE était dans une situation encore plus délicate d'étiage sur le plan des effectifs et de simple spectateur (critique) face à l'Alliance ouvrière, où d'autres communistes, non inféodés au Kremlin, étaient très actifs<sup>15</sup>. Quant au problème du PCI, petit parti clandestin et persécuté, il était que le régime avait « perfectionné et

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>13</sup> Titre d'un article paru en août 1936 dans *Lo Stato Operaio*, cité par AGOSTI, 1998, p. 106. Le rapprochement avec les socialistes s'était traduit par un pacte d'unité d'action signé le 17 août 1934.

<sup>14</sup> BROUÉ, 1997, p. 632.

<sup>15</sup> BIZCARRONDO, ELORZA, 1999, pp. 209-210.

affiné les formes de la dictature en encadrant les couches moyennes et les masses ouvrières dans un dense réseau d'organisations » : il était obsédé par la volonté d'accroître son influence auprès des « masses » fascistes, de détacher celles-ci du régime pour au moins « établir un contact avec la réalité ouvrière et la jeunesse ». La critique de Togliatti aux autres dirigeants Grieco et Longo, partisans de l'action unitaire dans l'émigration, était celle d'un homme agacé par la multiplication de formules politiques comme par exemple le mot d'ordre d'assemblée constituante qui « ne mobilise ni n'organise les masses et cela ne vaut pas la peine de la gaspiller pour organiser les divers chefs et petits groupes émigrés »<sup>16</sup>.

L'échec de la stratégie consistant à capter les militants des partis socialistes en les détournant de leurs directions qualifiées de « social-fascistes » rendait les partis communistes inopérants pour les objectifs politiques et surtout diplomatiques de l'URSS, à un moment où le danger de guerre se multipliait, la menace nazi venant s'ajouter à l'antibolchevisme agressif de la Grande Bretagne et de ses alliés<sup>17</sup>. La volonté, bien plus, la nécessité de conquête des « masses » socialistes et même, au-delà, des « masses » tout court, justifiait le changement radical qui s'incarnait par des alliances électorales doublées de propositions de fusion des organisations, ce qui, dans le cas espagnol, connut un début de réalisation couronné de succès avec la fusion des JS et des JC.

Dans le contexte des années trente, la projection d'un sujet social collectif nommé « masses », né un siècle plus tôt, avait été renforcée par les débats sur la psychologie des foules, la nationalisation et même l'internationalisation des espaces politiques liées au développement de l'alphabétisation, de la presse et plus largement à l'urbanisation, et les phénomènes de militarisation de la politique. À partir de cette métaphore, la mythologie des « masses » et le rêve obsédant d'être celui ou ceux qui les conduiraient étaient partagées, comme élément du langage politique, par les divers courants idéologiques et offrait suffisamment de souplesse pour le référent social soit indifféremment le « peuple » d'une nation ou le « prolétariat » international<sup>18</sup>. L'élargissement possible du Front populaire en union nationale contre le fascisme ou Front « national » (le « Front français » proposé par Maurice Thorez en août 1936 ou le « Frente nacional » proposé par Negrín à Togliatti en décembre 1938) était rendu plus facile. Ce vocable avait l'avantage, sur le langage de classe et l'alliance de la « classe ouvrière » et des « classes moyennes », de la continuité formelle avec le schéma de légitimation habituel des PC conduisant les « masses ».

<sup>16</sup> AGOSTI, 1998, pp. 103, 106 et 105.

<sup>17</sup> L'urgence apparaît dans un commentaire de Togliatti dans un article de mars 1936 sur le fait que « le Parti Communiste ne jouit toujours pas d'une influence décisive sur la majorité du prolétariat [...] À cet égard, le problème de la direction de la lutte révolutionnaire est surtout le problème de l'accélération du processus d'unification des forces du prolétariat » (TOGLIATTI, 1980, pp. 56-57).

<sup>18</sup> Sur ce concept, voir FUENTES, 2008 ; CRUZ, 2008. Voir aussi du même, « La política de los instintos. Las masas en la España contemporánea », manuscrit, 83 p.

Ainsi, ce qui apparaît dans les discours de dirigeants communistes, c'est la fascination pour les « masses » dirigées par les grandes organisations. C'est le sens des paroles de Dimitrov au VII<sup>e</sup> congrès de l'IC citées par Togliatti à l'appui de son appel à incorporer à la lutte politique « les traditions révolutionnaires du peuple espagnol » et à faire du PCE le « solide pilote de tout le peuple espagnol » qui « de jour en jour [...] acquiert parmi les masses une autorité croissante » : « Nous voulons que [les communistes de tous les pays] apprennent le plus vite possible à nager dans les eaux tumultueuses de la lutte des classes et ne restent pas assis sur la rive à observer et à compter les vagues qui viennent se briser sur les rochers »<sup>19</sup>. Cette fascination est lisible aussi quand José Díaz explique les décisions de ce VII congrès en faisant référence à la foule réunie par Azaña à Comillas — « *un ejemplo de frente único de todas las fuerzas antifascistas* » — ou, en février 1936, quand il s'adresse « aux hommes qui dirigent les partis de masses » en leur disant : « *Dirigentes de los partidos que tenéis masas, como hombres inteligentes que sois, comprended la situación y poneos a la altura de vuestras masas* »<sup>20</sup>. On retrouve la même chose quand Togliatti, arrivant en Espagne à l'été 1937, constate la mauvaise posture du PCE, liée au risque d'une alliance entre l'aile gauche du PSOE et la CNT et exhorte ses camarades à changer d'attitude vis à vis de celle-ci : selon lui, le salut passe par l'unité avec la CNT, car c'est là que sont « les masses »<sup>21</sup>.

24

### Le Front populaire, marque déposée, en 1936 comme en 1938

L'essentiel dans le Front populaire, bien plus que le contenu programmatique concret de la politique « antifasciste », était donc à la fois sa signification unitaire, et en particulier l'alliance avec des partis républicains, et le fait qu'il semblait être la formule magique de la mobilisation des « masses »<sup>22</sup>. Il fallait

<sup>19</sup> « Sobre las particularidades de la revolución española », octobre 1936, dans TOGLIATTI, 1980, p. 100.

<sup>20</sup> Pour la référence à Comillas, BIZCARRONDO, ELORZA, 1999, p. 254 et pour le discours du 10-II-1936, JULIÁ, 1979, pp. 223-224. C'est moi qui souligne.

<sup>21</sup> La lettre du 15-IX-1937, traduite du français (en anglais puis en espagnol) et publiée par RADOSH, HABECK, SEVOSTIANOV, 2002, p. 492 parle même de « fusion avec la CNT », ce qui va beaucoup plus loin que la traduction du même document publiée dans TOGLIATTI, 1980, p. 145 où il est question de « rapprochement ». Faut de avoir accès au document original en français et pour plus de prudence, je me contente du terme d'unité, présent dans les rapports postérieurs de Togliatti. En janvier 1938, il constate que la CNT « en général, maintient ses positions parmi les masses » et que « le parti et, particulièrement, la direction de l'UGT ne comprennent pas encore toute la portée du changement de position de la CNT. On procède avec une trop grande lenteur dans le rapprochement avec les organisations et les masses anarchistes » (*ibid.*, p. 171).

<sup>22</sup> L'alliance avec les républicains (ou en France avec le Parti Radical) devint une condition *sine qua non* du Front populaire. On sait qu'en France, sa fin coïncide avec la dénonciation des communistes par Daladier ; en Espagne, le risque de sa rupture, évoqué par Togliatti dans un rapport, n'est pas du tout lié aux tensions avec les différents courants composant le PSOE, mais avec la rupture avec les républicains, c'est à dire par la rupture avec Azaña à laquelle Togliatti fait référence comme à un danger tout juste évité dans son rapport d'avril 1938 (TOGLIATTI, 1980, p. 195).

cependant que celle-ci dépasse la simple incantation et acquière une réalité. Pour cela, il était indispensable d'imposer ce nom à la mobilisation électorale triomphante — ou en passe de l'être — et, par là, de capitaliser symboliquement le mouvement social et politique du « peuple », comme le fit Largo Caballero le 18 février 1936 en affirmant que le peuple « *se sentía perfectamente libre e identificado con la victoria del Frente popular* »<sup>23</sup>.

En France comme en Espagne, les manifestations de joie populaire au lendemain de la victoire électorale des gauches furent sans aucun doute, comme le démontre Rafael Cruz pour l'Espagne et comme l'illustrent nombre de travaux sur le cas français...

... *Mucho más que una mera expresión y reproducción de las actuaciones de los dirigentes de la política pública. Representaron la reconquista de la condición de ciudadano por la comunidad popular y un proceso político en la calle con relativa autonomía de los rasgos, leyes, normas, instituciones y protagonistas de la política pública*<sup>24</sup>.

25

C'est à travers ces manifestations que s'exprimait, se mobilisait et se construisait une identité collective de « véritable peuple espagnol » à laquelle l'identité de « Front populaire », assignée par les porte-parole politiques, collait parfaitement : « *El pueblo era la democracia, la justicia, el Frente Popular, la propia República* »<sup>25</sup>.

Une fois réalisée cette identification, le « Front populaire » ne pouvait plus seulement désigner une coalition électorale, il devenait le nom d'un « nous » magnifique, le nom de « l'unité », un nom précieux au point qu'il importait d'en être reconnu comme le père, et à ce titre, le dépositaire et le juste interprète. Il pouvait dès lors devenir une arme redoutable contre les adversaires au sein de la coalition ou pour sanctionner les déviations internes à un parti. Nommer la mobilisation Front populaire, qu'elle soit celle, progressive d'avant les élections ou explosive, du lendemain du scrutin, avait une valeur performative : il s'agissait de faire exister le Front populaire en tant qu'union du « parti » et des « masses ». De la même manière que dans les exhortations à l'unité, la primauté de l'appel lancé dans ce sens était essentielle — permettant de taxer d'ennemis de l'unité ceux des partenaires qui lui assignaient un contenu différent —, la référence au Front populaire comme moment d'unité victorieuse du « peuple véritable » fonctionnait comme une source de légitimité.

<sup>23</sup> Article de *La Libertad*, cité par CRUZ, 2006, p. 108.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 120. Le lien avec le langage du « peuple », au cœur des mobilisations politiques de la période et la cohérence avec l'univers sémantique de la militarisation du politique furent sans doute très importants dans la prééminence de la formule « Front populaire » sur toute autre expression concurrente comme « rassemblement populaire » ou « Front antifasciste ». Il serait cependant intéressant de se pencher, grâce aux ressources de presse aujourd'hui disponibles en ligne, de se pencher systématiquement sur ses usages.

L'utilisation de l'expression et surtout la capacité à en dire le « sens véritable » ou à en définir le bon usage renforcèrent considérablement le contrôle politique que les institutions qui en étaient dépositaires pouvaient exercer dans le champ qui leur était propre. Ce fut le cas à l'intérieur du PCE à chaque fois que Togliatti — dont l'autorité en la matière venait de sa position d'envoyé du « centre » cominternien — corrigeait ses camarades, lesquels péchaient par leur « mauvaise compréhension » de ce qu'était le Front populaire ou chaque fois qu'il en appelait à une « politique cohérente de Front populaire » : en l'absence d'un contenu programmatique concret, la clef de cette « cohérence » était toujours forcément détenue par celui qui la réclamait. Ce fut le cas comme on va le voir à présent quand le Comité national de Front populaire réactivé en 1938 corrigeait les comités provinciaux dans le cas où ceux-ci cherchaient à étendre leurs compétences à des fonctions politiques exécutives ou ajoutaient l'adjectif « Antifasciste » à leur nom.

26

L'efficacité de cette pédagogie autoritaire exercée depuis les institutions liées au Front populaire — on peut considérer que Togliatti « était » tout autant qu'il « représentait » une institution — reposait sur deux conditions. D'une part, avec un contenu politiquement vague et autorisant *a priori* diverses interprétations et une situation de guerre exigeant d'urgence l'unité du camp antifasciste de la base au sommet, la dénonciation des mauvaises interprétations était nécessaire et réservée aux dépositaires de la marque. D'autre part, il était impératif pour ceux-ci d'entretenir la continuité avec le Front populaire de la victoire de février 1936, par-delà les déchirures du printemps et de la première année de guerre, par-delà la disparition pratique du Front populaire, et d'affirmer, de manière très volontariste mais aussi avec une réelle efficacité performative, que le Front populaire *existait*.

Le Front populaire n'existait plus le 19 juillet 1936, ni même sans doute le 16, comme l'a montré Santos Juliá en soulignant la faiblesse des structures unitaires face aux profondes divisions des partenaires de la coalition, mais surtout, à cause de la faiblesse des partis relativement à la force des unions syndicales<sup>26</sup>. A tout le moins, il continuait d'exister comme une référence, disponible pour une éventuelle reconstruction<sup>27</sup>. La thèse de cet historien est depuis longtemps que le véritable Front populaire ne se réalisa que pendant la guerre, sous le gouvernement Negrín :

*Sólo cuando la acción gubernamental de la izquierda del PSOE provocó su ruina y dispersión fue cuando el centro del socialismo estuvo en condiciones de hacerse cargo del poder y de dirigir una coalición que por vez primera es un Frente Popular. Esa figura política singular en la historia del socialismo y que incomprensiblemente —por ignorancia y por el efecto de la propaganda que le presenta como vendido a los*

<sup>26</sup> JULIÁ, 1989. Dix ans auparavant, il estimait déjà que le Front populaire n'avait vécu que trois semaines (JULIÁ, 1979, p. 151).

<sup>27</sup> GRAHAM, 2005, p. 21.

*comunistas— los socialistas no se atreven a reclamar como suya, Juan Negrín, es quien inaugura en España la verdadera historia del Frente Popular*<sup>28</sup>.

Plus qu'à une réalisation « véritable » du Front populaire, on assiste, à partir de l'été 1937, à un déploiement des usages de l'expression, qui montre à la fois la valeur dont elle restait chargée et les possibilités qu'elle offrait en termes de contrôle politique au service de l'union nationale.

Le 10 juillet 1937, le Comité National de la CNT adressa aux « organisations et partis antifascistes de caractère national » une lettre où il était question de « former le Front antifasciste que les circonstances exige[ai]ent », document dans lequel cet organisme faisait le bilan de ses démarches auprès de ces organisations. Ils avaient envoyé un projet de programme « de mesures nécessaires pour la victoire » à Juan Negrín, resté sans réponse et convoqué une première réunion à laquelle assistèrent le PCE, Unión Republicana, Izquierda Republicana, Partido Sindicalista, — mais ni l'UGT ni le PSOE — et où tous les présents se mirent d'accord pour élaborer un programme commun qui, une fois réalisé, constituerait « de fait » le « Front antifasciste ». Une deuxième réunion était convoquée le 9 juillet à cette fin, mais le PSOE envoya un communiqué disant qu'il ne pouvait discuter d'un programme sans qu'il soit soumis au chef du gouvernement et, pour sa part, le PCE adressa une déclaration dénonçant

27

*una campaña [de la prensa confederal y de otros periódicos] tendente a descomponer el Frente Popular utilizando como argumento que éste ha cumplido su misión y hay que crear un organismo que le sustituya, bajo el nombre de Frente Antifascista*<sup>29</sup>.

Le nom du Front populaire servait dans ce cas comme « marque déposée » de l'unité et l'affirmation de l'existence de la coalition servait à empêcher un regroupement politique non contrôlé par les pères du Front originel. À la fin du mois d'octobre, le CN de la CNT tentait la même opération, prenant appui cette fois sur l'urgence liée à la chute des Asturies (auparavant, ils avaient fait référence à la chute de Bilbao), sans plus de succès<sup>30</sup>.

Ces initiatives ne furent sans doute pas étrangères à la réunion d'un Comité national de Front populaire à laquelle Togliatti fait référence dans son rapport à Moscou daté du 25 novembre 1937 et qu'on ne pouvait pas encore considérer, selon lui, « comme un grand succès » : « Pour leur arracher la moindre déclaration publique, un travail énorme est nécessaire, et les intrigues pour faire échouer cette intention se multiplient de toutes parts. Seule une action très patiente et conséquente au sein d'une large action à la base

<sup>28</sup> JULIÁ, 1979, p. 161.

<sup>29</sup> IISG, FAI-CP, 28.

<sup>30</sup> « A todos los partidos y organizaciones, al pueblo antifascista en general: basta ya » (*ibid.*).

pourra nous donner quelque résultat »<sup>31</sup>. L'envoyé du Comintern déplorait l'incompréhension et l'attitude des dirigeants socialistes à l'égard des anarchistes et était conscient depuis son arrivée, du danger qu'il y avait à laisser la direction de la CNT chercher des alliances pouvant mettre en danger le PCE d'une part, et le gouvernement Negrín de l'autre.

Son insistance pour convaincre ses camarades de la nécessité de « liquider le sectarisme, avec une politique conséquente de Front populaire » déboucha à Madrid, ce même mois de novembre, sur un début de réalisation : un comité de « Front populaire antifasciste » de Vallecás se réunit le jour même où Togliatti rédigeait son rapport, composé de représentants du PCE, de la *Agrupación socialista* locale, de la CNT, de l'UGT, d'IR, des JSU et des Jeunesses libertaires et publiant des « bases » qui contenaient l'essentiel : l'engagement unanime à cesser les attaques aux partenaires et à œuvrer à « l'unité de tous les antifascistes », et à collaborer directement avec les autorités civiles et militaires dans tous les aspects de leur action<sup>32</sup>.

28 Le danger d'un front uni non contrôlé ou même hostile au PCE n'était pas complètement écarté pour autant, comme l'atteste la déclaration de l'assemblée plénière du Comité provincial du Front Populaire Antifasciste (FPA) du Levant, tenue le 5 janvier 1938 sous la direction du lieutenant de Largo Caballero, Rodolfo Llopis<sup>33</sup>. Initialement convoquée par le PCE pour aboutir à une déclaration d'appui au Gouverneur civil de Valence, communiste notoire, la réunion se transforma en caisse de résonance de toutes les critiques, formulées tant par les socialistes locaux que par les libertaires, les républicains (IR et UR) et les JSU. Les participants dénoncèrent notamment la politique d'ordre public du Gouverneur qui leur valait d'avoir de nombreux militants en prison<sup>34</sup>.

Malgré cela, Togliatti estimait dans son rapport du 28 janvier 1938 que des « résultats assez appréciables » avaient été obtenus sur le plan de la mise en pratique « d'une politique cohérente de Front populaire » de la part du PCE, signalant les cas d'Alicante, de Valence, d'Aragon et de Madrid. Il notait cependant la difficulté à faire admettre aux socialistes la nécessité d'élargir le front aux centrales syndicales, nécessité dont il soulignait l'urgence à cause de la profondeur de la crise au sein de la CNT et du maintien par celle-ci de fortes positions « parmi les masses »<sup>35</sup>.

<sup>31</sup> TOGLIATTI, 1980, p. 161.

<sup>32</sup> « Normas del Frente Popular Antifascista de Vallecás » (IISG, FAI-CP, 46).

<sup>33</sup> « Acta de la sesión extraordinaria celebrada por el pleno del comité provincial del FPA de Levante, el día 5 de enero de 1938 [...] bajo la presidencia del compañero Llopis » (*ibid.*).

<sup>34</sup> À l'automne 1937, la prison de Valence (la « Modelo ») comptait entre ses murs un demi-millier de « prisonniers antifascistes » de la CNT, l'UGT et des partis républicains. Cf. GODICHEAU, 2004 et 2010.

<sup>35</sup> *Ibid.*, pp. 168-171. L'Aragon fut, il faut le noter, précurseur dans l'application de cette politique : le 23 septembre 1937, un programme de FPA fut publié à Caspe, signé par la CNT, le PCE, l'UGT, le PSOE, IR, UR, les JSU et les JJLL (IISG, FAI-CP, 46, A3). Pour plus de détails, voir GODICHEAU, 2007, pp. 194-196.

La réalisation des souhaits de Togliatti dut attendre la débâcle du front d'Aragon en mars-avril 1938. Le 14 mars, Pedro Chueca, membre de la direction du PCE, rendit visite à Mariano Vázquez, secrétaire national de la CNT et lui suggéra d'écrire au socialiste Ramón Lamonedá, Secrétaire national du Front populaire et allié de Negrín au sein du PSOE, pour lui demander d'admettre un représentant de la CNT au sein du Comité national.<sup>36</sup> Dans sa lettre rédigée le lendemain de cette entrevue, Mariano Vázquez, qui, dans son rapport sur la reconstitution du Front populaire soulignait que celui-ci, à ce moment précis n'existait pas, suggérait le remplacement de cet organisme fantomatique par une union réellement active<sup>37</sup> :

*¿Existe [un órgano que nos aglutina a todos]? Es bien cierto que no. ¿Debe crearse? Consideramos que es imprescindible hacerlo con rapidez [...] Ante ello, la CNT considera que el paso más rápido para lograrlo, es dando entrada inmediata en el Frente Popular a todos los Partidos y Organizaciones, constituyendo de hecho el Frente Popular Antifascista, que se trace, colectivamente, un sólido plan de trabajo inmediato*<sup>38</sup>.

29

Le lendemain, quatre dirigeants libertaires se réunissaient avec des représentants du PSOE, de l'UGT, des JSU et du PSOE et allaient en délégation dire à Juan Negrín leur hostilité à toute négociation de paix, apparaissant comme les porte-parole de la manifestation organisée par les communistes pour contrer le défaitisme de Prieto, lequel se plaignait de cette manœuvre lors du Conseil des ministres du 17. Le 18, le chef du gouvernement recevait une délégation confédérale, écoutait attentivement ses propositions et l'encourageait à se mettre d'accord avec les autres partis et organisations, convoquant même une réunion de dirigeants de ceux-ci pour le 28.

Concernant l'inexistence du Front populaire à ce moment là, Mariano Vázquez se trompait car il sous-estimait l'importance des mots : point n'était besoin de « structure publiquement reconnue », d'organisation bureaucratique, de « contrôle sur des organismes locaux » ou de « normes de fonctionnement ». Il suffisait que le Comité national de Front populaire se réunisse et publie une déclaration dans laquelle il affirmait son existence, ce qui fut fait la veille de la réunion convoquée par Juan Negrín. Le 27 mars, en effet, une note de presse informait que Ramón Lamonedá, pour le PSOE, Antonio Mije pour le PCE, Mateo Silva pour UR et un représentant anonyme d'IR s'étaient réunis en Comité national de Front populaire et avaient

<sup>36</sup> « Informe sobre la ampliación, actuación y resultado del Comité Nacional de Frente popular, a las regionales de la FAI, por el CP, 1º de julio de 1938 » (IISG, FAI-CP, 62, A6).

<sup>37</sup> « Cuando dicha carta llegó a su destino, podemos tener la seguridad de que el Frente Popular, prácticamente, no existía. Ni tenía estructura públicamente conocida, ni organización burocrática alguna, ni control sobre organismos locales, ni normas de actuación para ellos » (*ibid.*).

<sup>38</sup> « Carta de Mariano Vázquez, por el CN de la CNT al secretario del Frente Popular, Lamonedá, 15 de marzo de 1938 » (IISG, FAI-CP, 46, A3).

décidé d'adresser un télégramme à Clement Attlee, en tant que « représentant des forces libérales en Angleterre ».

Le communiqué indiquait, comme si les réunions du Comité national n'avaient pas cessé depuis le début de la guerre :

*La reunión del CN de FP continuará mañana lunes y es posible que en la misma queden acordadas las normas para la constitución de los Comités de Frente Popular, correspondientes en su estructura al Nacional en capitales de provincias y localidades de importancia.*

Ensuite, l'article citait une réponse « d'un des membres du Front populaire » à une question d'un journaliste de l'Agence Febus sur les démarches pour l'élargissement du Front :

*A mí me parece, ha dicho este directivo, que no hay necesidad de abolir el Frente Popular para crear una entidad de análoga finalidad con la idea de que pudiese resultar de mayor amplitud. En el Frente Popular caben todas las organizaciones políticas y las sindicales. Yo creo que en el ánimo de todos los miembros que lo constituyen en la actualidad, está acoger aquellos con el mayor interés y afecto. Sólo es necesario que formulen su deseo de entrar a constituirle<sup>39</sup>.*

30

Mariano Vázquez avait sa réponse sur l'existence ou non du Front : dorénavant, l'admission de la CNT ne pouvait se faire que dans le cadre posé par cette note de presse du 27.

Lors de la réunion du 28, Negrín intervint pour demander que l'échange de vues ne soit pas sans suites et que le Front populaire soit élargi à la CNT. Le représentant d'Izquierda Republicana acquiesça et Rodríguez Vega, pour l'UGT, proposa une date pour acter l'accord. Lors de cette rencontre au sommet, Mariano Vázquez se fit une fois de plus l'avocat de l'élargissement ou de la création « *de un organismo que aglutine a todas las fuerzas y que posibilite la realización de cuanto se ha ido diciendo* ». Ramón Lamonedá, en revanche, fidèle à la ligne qui lui avait fait passer cette note dans la presse le jour précédent, argua qu'il n'était nullement besoin d'une réunion, que le Front populaire existait déjà et que tout ce qu'il y avait à faire était « d'obéir et d'aider le gouvernement »<sup>40</sup>.

Le lendemain 29 mars, une autre réunion eut pourtant lieu à la caserne Karl Marx, avec des représentants du PSOE, du PCE, du Parti Syndicaliste, d'IR, UR, de l'UGT, de la CNT, la FAI et une délégation catalane de l'ERC, du PSUC et de Union des Rabassaires. Selon le représentant libertaire, Rodríguez Vega intervint au nom de l'UGT

*para repetir el deseo del Gobierno, expuesto el día anterior por su Presidente, sobre la necesidad de ayudarlo a salir del trance difícil en que*

<sup>39</sup> Reproduit dans « Informe sobre la ampliación... » (IISG, FAI-CP, 62, A6).

<sup>40</sup> « Informe de la reunión convocada por el Dr. Negrín, Presidente del Consejo de Ministros, el día 28 de marzo 1938, con asistencia de todos los partidos y organizaciones » (IISG, FAI-CP, 62, A6). Les notes furent prises par Federica Montseny.

*estábamos situados ; proponiendo, como medio para lograrlo, la confección de un manifiesto firmado por todas las Organizaciones y Partidos presentes, en el que se fijara el propósito de colaboración con el Gobierno, de Unidad antifascista y se incitará a la movilización*<sup>41</sup>.

Ce qui déclencha une nouvelle fois une discussion forte entre Mariano Vázquez, partisan de la constitution d'un nouveau Front, et Ramón Lamóneda, qui affirmait qu'un tel organisme existait déjà. Le représentant d'ERC informa les présents d'une déclaration commune des catalans informant de l'élargissement du Front populaire en Catalogne à la CNT, à la FAI et à Estat Català, soulignant la nécessité de réaliser ainsi « l'unité effective entre tous les antifascistes » et demandant que toutes les organisations fussent représentées au sein des gouvernements catalan et républicain.

La divergence de vues renvoyait à un désaccord plus profond sur les fonctions du futur Front populaire recomposé : ce que la CNT n'acceptait pas, c'était les limites étroites fixées par la direction socialiste. Alors que Ramón Lamóneda proposait un manifeste de soutien au gouvernement, la CNT voulait transformer l'organisme existant en un instrument de propagande et de mobilisation, une sorte de « bloc populaire » qui ne servirait pas seulement à organiser le consensus des organisations au service du gouvernement mais aurait des fonctions plus concrètes, notamment sur le plan local. L'autre point qui faisait difficulté, mais qui fut résolu favorablement deux jours après, était l'inclusion de la FAI.

Le contrôle de l'institution et de son nom étaient essentiels pour que l'accord politique de fond ne dépasse pas les limites strictes fixées par ses dirigeants : il fallait conserver le nom de Front populaire tel qu'il était avant la guerre pour préserver l'illusion d'une continuité linéaire entre les printemps 1936 et 1938 et empêcher la constitution d'organismes susceptibles de disputer le pouvoir au gouvernement et à l'État. Deux versions de la première circulaire du Comité national *revivido* aux « comités provinciaux » — les rares qui avaient été constitués à ce moment là — nous éclairent à ce sujet.

Dans la première version, datée de mars 1938, sans précision du jour exact, les deux premiers points des normes de fonctionnements posent d'emblée les limites de l'institution :

*1. El Frente Popular de España ratifica su finalidad inicial de realizar la revolución democrática dentro de las normas legales que le trace la Constitución de la República. 2. Su misión es coordinar, mediante libre coincidencia, la actividad de los partidos que le integran en apoyo del Gobierno legítimo de la República, a cuya dirección y autoridad se someten en todos los órdenes*

<sup>41</sup> « Reseña de las reuniones celebradas el día 29 de marzo de 1938 entre las organizaciones y partidos antifascistas » (IISG, FAI-CP, 62, A6).

Les points suivants concernent les déclinaisons locales du Front populaire : les comités provinciaux « *se constituirán o se reconstituirán a semejanza del Nacional y bajo el control de éste, a cuyas directrices deberán ajustarse* » (point 3.); quant aux comités « *comarcales y locales, sólo se crearán en aquellas localidades que, a petición del provincial correspondiente, autorice el Nacional* » (point 4.).

Enfin, « *no se autoriza la existencia de Frentes populares en lugares de trabajo ni en los institutos armados* » (point 6.).

La centralisation et le contrôle disciplinaire du Front populaire devaient doubler et renforcer celle de l'État républicain reconstitué. Le rappel de ce qui s'était passé à l'été 1936 servait à dépendre ce qu'il ne fallait surtout pas faire en même temps qu'il écrivait l'histoire de façon à minimiser et même faire disparaître la rupture politique qui s'était produite :

*Al surgir la subversión en julio de 1936, el pueblo tuvo que improvisar Comités de Frente Popular que confusamente cumplieron una misión ejecutiva indispensable que la Historia apreciará en su justo valor. Lograda ya la existencia normal de los órganos constitucionales del Poder ejecutivo, del Ejército, de la Justicia, de la Administración pública, la multiplicidad de Comités sería una perturbación y un motivo de constantes fricciones y competencias<sup>42</sup>.*

32

La deuxième rédaction de cette circulaire numéro un, datée du 20 avril, après intégration de la CNT et de la FAI, prenait en compte les amendements présentés par le PCE contre les points 4 et 6 :

*Teniendo en cuenta que los Partidos y Organizaciones en cada localidad, tienen sus problemas propios de tipo local y considerando así mismo que la base fundamental de las Organizaciones políticas y sindicales del Frente popular tienen su base localmente, creemos que los Comités Comarcales y locales son imprescindibles como órganos de coordinación para el desarrollo de la política local o comarcal.*

L'important était qu'ils puissent être contrôlés, ce qui motivait l'ajout suivant :

*Lo que si es conveniente señalar, es que en la solución de los problemas de tipo local o comarcal, todos los organismos de Frente popular se ajusten a la línea central que marca el Comité Nacional de Frente Popular.*

Quant à l'écriture normative de l'histoire, elle devenait encore plus claire avec la modification de la fin du paragraphe :

*Lograda ya la existencia normal de los órganos constitucionales del Poder ejecutivo, los organismos de Frente popular no deben, bajo ningún pretexto, volver a convertirse en órganos ejecutivos que suplan funciones de gobierno<sup>43</sup>.*

<sup>42</sup> « A los comités provinciales » (IISG, FAI-CP, 62, A6). Le point 5 soumettait l'élargissement du FP à une demande écrite au CN et à l'acceptation de la part de celui-ci. Ce type de réécriture de l'histoire très récente était aussi pratiqué, avec les mêmes objectifs, par les institutions judiciaires, cf. GODICHEAU, 2004.

<sup>43</sup> *Ibid.*

La direction du PCE, sans doute plus confiante à ce moment là dans ses capacités d'intervention et de contrôle des situations locales que la direction du PSOE, savait que c'était aussi localement que la CNT pouvait être présente et constituer un danger de dissidence politique. Celle-ci restait sur la même ligne quant aux fonctions du Front populaire, comme l'attestent des notes manuscrites du représentant libertaire à la fin de la première version de la circulaire :

*No insistimos en algo nuevo pero indicamos que no existía el FP. [Propugnamos una] declaración de principios más a tono con la época. Funciones amplias que permitan: propiciar comisión de defensa, [impedir] partidismo desmoralizador, modificaciones en la obra de gobierno, propuestas de interés.*

Les quelques aperçus que nous avons pu avoir des discussions locales dans le cadre des Comités de Front populaire, où l'on peut apprécier la multiplicité des initiatives visant à constituer de tels comités, la difficulté de s'opposer à celles-ci, surtout pour les « champions de l'unité antifascistes » et l'énergie dépensée par les libertaires pour conférer à ces organismes des fonctions exécutives, démontrent que le PCE avait quelque raison de chercher à étendre le contrôle vertical du Comité national<sup>44</sup>. D'après les ordres du jour des réunions de ce dernier, les comités provinciaux furent peu à peu créés — en avril, approbation pour la Catalogne, Valence, Mahón, Murcie ; en juin pour Albacete, Jaén, La Unión, Cabeza de Buey (Badajoz), Almería, Castellón, Guadalajara, Baza, Ciudad Libre (Ciudad Real), Carthagène —, mais toujours avec un fort souci de contrôle, non seulement des fonctions politiques — toujours limitées au soutien au gouvernement et à son représentant provincial — mais aussi du nom<sup>45</sup>.

Face à une CNT qui appelait systématiquement l'organisme Front populaire antifasciste (FPA), ce qui tendait à en faire une institution nouvelle et, partant, susceptible d'être autre chose qu'une coalition de directions politiques au service du gouvernement, le Comité national répondait, comme dans cette lettre au « Comité provincial » du FPA de Madrid : « *debemos advertiros que el título convenido por el CN es el de FP sin adición alguna, por lo que os rogamos lo consignéis así en vuestros membretes, sellos y documentos* ». En outre, leur rappelant que leurs accords n'avaient pas de valeur légale, ils concluaient en écrivant :

*Nuestra decisión es que el FP sea un organismo de relación, sin amplitudes, sin complejidades ni propósitos ejecutivos, que ya no corresponden a la normalidad felizmente lograda en los órganos del Estado, síntesis en cierto modo del FP.*

<sup>44</sup> Cf. GODICHEAU, 2004 et 2007. Une recherche systématique mettant à profit les archives de niveau comarcal et municipal serait bien sûr utile pour confirmer cette vitalité locale.

<sup>45</sup> Pour les ordres du jour, voir IISG, FAI-CP, A6.

L'idée que le gouvernement et les institutions étatiques à son service étaient une « synthèse » du Front populaire résume à elle seule l'interprétation « canonique » de la majorité du Comité national, laquelle s'opposa à toutes les propositions consistant en autre chose que des déclarations générales. Ses réunions se passaient à discuter, approuver ou à rejeter les « chartes » des Fronts provinciaux, ou à régler des problèmes d'hostilité entre certains gouverneurs civils, souvent membres du PCE, et des Comités provinciaux. A plusieurs reprises, l'ordre du jour faisait mention d'une proposition de la FAI, mais il y avait toujours une raison pour ne pas en discuter et en reporter l'examen à la fois suivante, où la question n'était finalement pas abordée. Le contrôle du nom, l'affirmation performative de l'existence du Front populaire et la capitalisation de sa valeur symbolique comme lieu par excellence de la réalisation de l'unité furent décisifs dans la constitution de cet instrument de contrôle politique. La disparition de tout contenu politique ou programmatique autre que le soutien automatique aux buts de guerre proclamés par Juan Negrín était même presque secondaire : l'essentiel était que l'affirmation devenue réalité avait permis d'intégrer les libertaires à une union nationale de la base au sommet où toute initiative dissidente pouvait être contrôlée et proscrite.

34

### *Abréviations*

|      |  |
|------|--|
| CN   | Comité Nacional  |
| CNT  | Confederación Nacional del Trabajo                             |
| CP   | Comité Peninsular  |
| ERC  | Esquerra Republicana de Catalunya                              |
| FAI  | Federación Anarquista Ibérica                                  |
| FPA  | Frente Popular Antifascista                                    |
| IISG | Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam) |
| IR   | Izquierda Republicana  |
| JC   | Juventudes Comunistas  |
| JJLL | Juventudes Libertarias   |
| JS   | Juventudes Socialistas   |
| JSU  | Juventudes Socialistas Unificadas                              |
| PCE  | Partido Comunista de España                                    |
| PCF  | Parti Communiste Français                                      |
| PSOE | Partido Socialista Obrero Español                              |
| PSUC | Partit Socialista Unificat de Catalunya                        |
| SFIO | Section Française de l'Internationale Ouvrière                 |
| UGT  | Unión General de Trabajadores                                  |
| UR   | Unión Republicana  |

## Bibliographie

- AGOSTI, Aldo (1998), « Un Front populaire avec les fascistes ? Les communistes et l'anomalie italienne », dans Serge WOLIKOW, Annie BLETON-RUGET (éd.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, pp. 101-112.
- BIZCARRONDO, Marta, ELORZA, Antonio (1999), *Queridos camaradas. La internacional comunista y España*, Barcelone.
- BROUÉ, Pierre (1997), *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943)*, Paris.
- COBO ROMERO, Francisco (2003), *De campesinos a electores. Modernización agraria en Andalucía, politización y derechización de los pequeños propietarios y arrendatarios. El caso de la provincia de Jaén (1931-1936)*, Madrid.
- CRUZ, Rafael (2006), *En el nombre del pueblo. República, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid.
- CRUZ, Rafael (2008), « Demasías, extravíos y omnipotencia. Los orígenes de las masas en España », dans Encarna NICOLÁS, Carmen GONZÁLEZ (éd.), *Ayer en discusión. Temas claves de Historia Contemporánea hoy*, Murcie (CD-Rom).
- FUENTES, Juan Francisco (2008), « Masas », dans Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Juan Francisco FUENTES (dir.), *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, pp. 759-764.
- GODICHEAU, François (2004), *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne*, Paris.
- GODICHEAU, François (2007), « Le Front populaire pendant la Guerre civile : instrument du consensus au service du pouvoir », dans Marie-Claude CHAPUT (éd.), *Front populaires : Espagne, France, Chili*, Nanterre, pp. 189-213.
- GODICHEAU, François (2010), *No Callaron. Las voces de los presos antifascistas durante la guerra civil*, Toulouse (sous presse).
- GRAHAM, Helen (2005), *El PSOE en la Guerra Civil. Poder, crisis y derrota (1936-1939)*, Barcelone.
- JULIÀ, Santos (1979), *Orígenes del Frente popular en España, 1934-1936*, Madrid.
- JULIÀ, Santos (1989), « The origins and nature of the Spanish Popular Front », dans Helen GRAHAM, Martin S. ALEXANDER (éd.), *The French and Spanish Popular Fronts. Comparative perspectives*, Cambridge, pp. 29-37.
- RADOSH, Ronald, HABECK, Mary R., SEVOSTIANOV, Grigory (2002), *España traicionada. Stalin y la guerra civil*, Barcelone.
- TOGLIATTI, Palmiro (1980), *Escritos sobre la guerra de España*, Barcelone.
- VIGNA, Xavier, VIGREUX Jean, WOLIKOW, Serge (dir.) [2006], *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, Paris.
- WOLIKOW, Serge (1981), « Le PCF et le Front populaire », dans Roger BOURDERON et alii, *Le PCF, étapes et problèmes (1920-1972)*, Paris, pp. 103-197.
- WOLIKOW, Serge (2006), « Le Front populaire : quel événement ? Historiographie et actualité des recherches sur le Front populaire », dans Xavier VIGNA, Jean VIGREUX, Serge WOLIKOW (dir.), *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, Paris, pp. 11-24.

## MOTS-CLÉS

COMMUNISME, FRANCE, FRONT POPULAIRE, ESPAGNE, GUERRE CIVILE ESPAGNOLE, SOCIALISME.